

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 8 avril 1975

La séance est ouverte à 2 heures.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

DEMANDE DE PROTESTATION AUPRÈS DU GOUVERNEMENT
NORD-VIETNAMIEN CONTRE L'INVASION DU VIETNAM DU
SUD—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. John Reynolds (Burnaby-Richmond-Delta): Monsieur l'Orateur, en conformité de l'article 43 du Règlement, je demande à présenter une motion au sujet de la participation active du Vietnam du Nord aux actes de violence dont font actuellement l'objet les personnes ainsi que les biens au Vietnam du Sud.

Je propose donc, appuyé par le député d'Esquimalt-Saanich (M. Munro):

Que la Chambre exhorte le secrétaire d'État aux Affaires extérieures à ordonner à M. John Small, représentant diplomatique du Canada au Vietnam du Nord, de protester officiellement auprès du gouvernement nord-vietnamien contre son agression active au Vietnam du Sud et ses violations du cessez-le-feu et des autres conventions visant à régler les différends existant au Sud-Est asiatique.

M. l'Orateur: La Chambre a entendu la motion du député, proposée aux termes de l'article 43 du Règlement, elle ne saurait être mise en délibération sans le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

M. l'Orateur: Il n'y a pas consentement unanime.

* * *

LE BUREAU DU PREMIER MINISTRE

L'OPPORTUNITÉ D'UN DROIT D'ENTRÉE À LA PISCINE DE LA
RÉSIDENTE DU PREMIER MINISTRE—RECOURS À L'ARTICLE 43
DU RÈGLEMENT

M. Tom Cossitt (Leeds): Monsieur l'Orateur, je sollicite le consentement de la Chambre pour présenter la motion suivante:

Étant donné que le gouvernement a annoncé récemment l'établissement d'un barème de droits d'entrée dans les lieux historiques nationaux et de droits de passage sur les canaux, conformément à une politique gouvernementale voulant, semble-t-il, que ceux qui veulent utiliser ces installations devront payer à cette fin, la Chambre prie le premier ministre de faire une déclaration pour nous indiquer si l'on imposera un droit d'admission aux usagers de la somptueuse, luxueuse et opulente piscine de \$200,000 sise au 24, promenade Sussex, en vue d'en défrayer les coûts d'exploitation.

M. l'Orateur: J'ai heureusement de très grands doutes quant à l'urgence et à la pressante nécessité de cette motion.

[Français]

L'AGRICULTURE

ON DEMANDE QUE LE GOUVERNEMENT PRENNE DES MESURES
EN VUE DE RÉGLER LA GRÈVE DES DÉBARDEURS DU
QUÉBEC—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, en vertu des dispositions de l'article 43 du Règlement, je demande le consentement unanime de la Chambre pour présenter une motion se rapportant à une question urgente.

Étant donné que les arrêts de travail dans les ports de Montréal, Trois-Rivières et Québec placent les producteurs du Québec dans une situation inacceptable, et étant donné que les réserves de grain seront épuisées d'ici 48 heures, je propose, appuyé par l'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Wagner):

Que cette Chambre unanimement invite le ministre responsable à présenter devant le Parlement une solution, voire même une législation, d'ici 24 heures, afin de rétablir le cours normal des affaires dans ce domaine.

M. l'Orateur: La Chambre a entendu la motion de l'honorable député. En vertu des dispositions de l'article 43 du Règlement, cette motion requiert le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: Oui.

Des voix: Non.

M. l'Orateur: Il n'y a pas consentement unanime; la motion ne peut donc pas être proposée.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA BAISSÉ ESCOMPTÉE DANS LES PRÉVISIONS DE
CROISSANCE DU PNB ET LA DATE DE DIVULGATION

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Finances qui a déclaré à la Chambre le 11 février dernier que ses prévisions relatives à la croissance pour l'année 1975 s'étaient assombries. Peut-il nous dire maintenant de combien les prévisions pour le taux de croissance du produit national brut, soit 4 p. 100, selon l'exposé budgétaire de novembre 1974, ont baissé?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je serai en mesure de le dire à la Chambre au moment voulu mais pas pour l'instant.

M. Stanfield: Le ministre des Finances peut-il nous dire ce qu'il considère comme le moment voulu pour fournir à la Chambre ce renseignement qu'il estimait important de nous divulguer en novembre dernier?